



**PRÉFET
DE LA CORSE-
DU-SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Corse**

Arrêté n° 2A-2022-10-06-00001 du 6 octobre 2022

Prescrivant les mesures de maîtrises des risques liées aux opérations de transfert de butane et applicables aux installations de stockage et de distribution de gaz inflammable liquéfié exploitées par la société ENGIE à Ajaccio, au lieu dit « Loretto »

**Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du Président de la République du 15 janvier 2021 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture de la Corse du Sud ;
- VU** le décret du Président de la République du 15 février 2022 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet hors classe, en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2A-2022-09-05-00005 du 5 septembre 2022 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture de la Corse du Sud ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

- VU** la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1969 autorisant l'installation d'un dépôt d'hydrocarbures liquéfiés au quartier Loretto à Ajaccio par Electricité-Gaz de France ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 juin 1971 autorisant une augmentation de la capacité de stockage d'hydrocarbures liquéfiés de 250 m³ ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1974 autorisant l'extension du dépôt de gaz butane exploité par Electricité-Gaz de France, situé au quartier Loretto à Ajaccio ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 91-1590 du 9 décembre 1991 relatif à la remise d'une étude de dangers par EDF/GDF Centre Corse pour les installations susvisées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 16-1856 du 27 septembre 2016 portant sur les modifications apportées par la société ENGIE aux installations du centre de stockage et de distribution de gaz de pétrole liquéfié qu'elle exploite à Ajaccio au lieu-dit Loretto ;
- VU** le porter à connaissance daté du 4 juillet 2022, complété le 7 septembre 2022, (référence : [BUI&US]/NT/FIUS220113/22-02159 du 6 septembre 2022) relatif au poste temporaire de déchargement des sphères de butane de la station gaz du Loretto ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Corse du 12 septembre 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, porté le 12 septembre 2022 à la connaissance de l'exploitant ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant mentionnées par courriel du 16 septembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le positionnement des accidents potentiels selon la grille de l'annexe III de l'arrêté du 26 mai 2014, révèle que la matrice de criticité est acceptable : aucun accident en case NON et moins de 5 accidents en case de MMR rang 2 ;

CONSIDÉRANT que pour renforcer la sécurité des opérations de transfert de butane, sont mises en place par ENGIE, les mesures de prévention et protection suivantes, notamment :

- Respect du « Protocole de chargement INS-092 » validé en juin 2022 par les 3 intervenants (ANTARGAZ, CORSEGAZ et ENGIE) qui prescrit la condamnation des voies d'accès à la zone de chargement afin d'en interdire l'accès à tout autre véhicule ;
- Contrôle de la formation des chauffeurs lors de la délivrance de l'autorisation travail par le Chef d'Exploitation ENGIE ;
- Portail d'accès au site maintenu fermé ;
- Détecteurs gaz avec : une alarme (alarme sonore) à 20 % de la LIE, asservissements à 50 % de la LIE ;

- CISC (coupleur intelligent de sécurité camion) asservit à la détection gaz selon matrice définie par ENGIE ;
- Détection flamme alertant le personnel ;
- Mise en œuvre de moyens mobiles de refroidissement prépositionnés ;
- Présence permanente du chauffeur à côté du camion ainsi que deux personnes d'ENGIE ;

CONSIDÉRANT qu'outre les mesures précitées, des mesures spécifiques décrites à l'article 4 du présent arrêté sont mises en place par ENGIE ;

CONSIDÉRANT que cette opération de transfert de butane peut être considérée comme une modification notable non soumise à une consultation du public (article L 123-19-2 du code de l'environnement) compte tenu du caractère non permanent de l'opération (3 camions par jour en moyenne pour une durée totale des opérations de vidange de la sphère égale à 6 semaines environ) ;

CONSIDÉRANT que la mise à jour des prescriptions applicables doit intervenir sur le fondement d'un arrêté pris en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – Opération de transfert de butane

Dans le cadre des opérations de transfert de butane (vidange de la sphère B), l'arrêté préfectoral n° 16-1856 du 27 septembre 2016 portant sur les modifications apportées par la société ENGIE aux installations du centre de stockage et de distribution de gaz de pétrole liquéfié qu'elle exploite à Ajaccio au lieu-dit Loretto, est complété par les prescriptions suivantes.

Article 2 – Mesures de maîtrise des risques associées aux opérations de transfert de butane

ENGIE informera l'inspection des installations classées au moins 8 jours avant la date du démarrage des opérations de transfert.

Les mesures de maîtrise des risques mises en place par ENGIE comprendront :

- l'application stricte du protocole de sécurité INS-092 (rev3) du 27 juin 2022 ainsi que les révisions ultérieures éventuelles de ce document ;
- les barrières de sécurité complémentaires décrites à la page 9 du porter à connaissance daté du 4 juillet 2022 (complété le 7 septembre 2022)-(référence : [BUI&US]/NT/FIUS220113/22-02159 du 6 septembre) relatif au poste temporaire de déchargement des sphères de butane de la station gaz du Loretto ;
- l'arrêt de tout travail sur le site (dont la circulation) lors des opérations de chargement du camion-citerne ;
- au moins deux opérateurs dûment habilités sont préposés à l'opération de chargement. Ces opérateurs, ainsi que le chauffeur, doivent rester à proximité du camion-citerne pendant toute la durée du chargement ;

- le nombre de camions-citerne présent simultanément sur le site est limité à 1, y compris pour le stationnement avant ou après le chargement à des fins de démarches administratives ou de santé, de sécurité, des travailleurs.

Article 3 – Interdiction des opérations

Les opérations de transfert de butane sont interdites lors des périodes suivantes :

- vigilance orange pour vent violent, pluie, inondation, crues et orages ;
- en cas de risque d'orage ;
- lorsque la canalisation de propane est en charge liquide (phase de dépotage du bateau).

Article 4 – Prescriptions relatives aux installations de chargement de camion-citerne GPL.

Sans préjudice des éléments généraux de mesures de maîtrise des risques, rappelés à l'article 2 du présent arrêté, les mesures de sécurité suivantes s'appliquent :

4.1
La charge utile des camions-citerne GPL autorisés à pénétrer sur le site est limitée à 7,5 tonnes.

4.2
Le surremplissage de la citerne est prévenu par un contrôle du niveau de la surface libre de la phase liquide. Ce niveau est mesuré en continu. Le résultat de la mesure est mis à la disposition des opérateurs préposés au chargement. Lors du chargement, le taux de remplissage de la citerne ne dépasse pas 72 %.

Deux seuils de sécurité sont fixés :

- un seuil « haut », lequel ne peut excéder 77% (+/-2%) du volume de la citerne ;
- un seuil « très haut », lequel ne peut excéder 82% (+/-2%) du volume de la citerne.

Le franchissement de ces seuils est détecté par un dispositif indépendant de la mesure en continu. Par des dispositifs d'asservissement appropriés, le franchissement du niveau « haut » entraîne l'arrêt automatique de l'approvisionnement de la citerne, sans temporisation, et l'information est mise à la disposition des opérateurs préposés au chargement.

De même, le franchissement du niveau « très haut » actionne les mesures précitées.

La défaillance de tout élément de transmission et de traitement du signal constituant un mode de défaillance commun entraîne l'arrêt automatique de l'approvisionnement de la citerne.

4.3
La tubulure de chargement de la citerne est dotée d'un organe de fermeture à fonctionnement automatique et à sécurité positive. Cet organe est actionné automatiquement :

- par le déclenchement du niveau haut ou du niveau très haut de la citerne ;
 - par le déclenchement d'un pressostat à seuil haut monté sur la tuyauterie fixe desservant le camion-citerne. Le seuil de déclenchement de ce pressostat est inférieur à la pression de service maximale admissible de la citerne et du flexible ;
 - par le déclenchement de la détection gaz conformément aux asservissements définis par l'exploitant dans le porter à connaissance susvisé ;
 - par une détection incendie provoquée par la fonte d'un élément fusible situé en zone sphère B ;
 - par la perte de la mise à la terre du camion-citerne ;
 - par le déclenchement de coups de poing d'arrêt d'urgence judicieusement répartis sur le site ;
- La pompe de chargement est arrêtée dans les mêmes conditions que l'organe de fermeture.

4.4
Le flexible utilisé pour le raccordement de la citerne à l'installation fixe :

- est d'un diamètre nominal inférieur ou égal au DN50 (2") ;
- est installée à l'abri des chocs et est résistante aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elle est exposée.

4.5

La zone de chargement est équipée de deux canons incendie mobiles. Ceux-ci sont prépositionnés pour assurer un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau de 10 litres par mètre carré d'enveloppe et par minute, sur la paroi de la citerne. Les opérateurs préposés au chargement activent les canons en cas de détection incendie ou de détection gaz sur le site selon une consigne définie par l'exploitant.

Article 5 - Affichage-Publication

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Ajaccio et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Ajaccio pendant une durée minimum d'un mois ;
- procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Corse-du-Sud pendant une durée minimale de quatre mois.

Copie du présent arrêté est également adressée au service d'incendie et de secours.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 - Contentieux

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de BASTIA) :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.


Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Telerecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Corse du Sud, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse, le maire d'Ajaccio sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corse du Sud et notifié à la société ENGIE.

Fait à Ajaccio, le **06 OCT. 2022**

Le préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Pierre LARREY

